

Paris, le 22 février 2011

*Le Premier Ministre*

N° 5513/SG

à

Madame et Monsieur les ministres d'État,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les secrétaires d'Etat,

**Objet** : Renforcement du pilotage et du contrôle de la masse salariale et des emplois de l'Etat.

En 2010, le Gouvernement a dû recourir à un décret d'avance à hauteur de 760 millions d'euros, soit 0,6 % de la masse salariale totale de l'État, pour mettre à disposition des ministères les crédits nécessaires à la couverture de la paye des agents de l'Etat en décembre.

Pour la première fois depuis la mise en œuvre de la loi organique sur les lois de finances du 1<sup>er</sup> août 2001 (LOLF), l'enveloppe de crédits de personnel votée en loi de finances initiale aura été, globalement, dépassée en gestion. Pour la première fois également, le Gouvernement s'est vu contraint de proposer au Parlement un article de loi de finances rectificative pour relever un plafond ministériel d'emplois qui allait être dépassé.

Cet état de fait illustre un affaiblissement de la discipline collective en matière de pilotage de la masse salariale et des plafonds d'emplois, et a légitimement suscité des critiques de la représentation nationale et de la Cour des Comptes. Il convient d'en tirer les leçons pour le pilotage de l'exécution 2011 afin d'éviter que pareille anomalie puisse se reproduire. Cela est d'autant plus nécessaire que la règle du « zéro valeur hors dette et pensions » imposera à l'exécution du budget de l'Etat en 2011 un degré de discipline sans précédent.

**1. Le caractère limitatif des crédits de personnel et des plafonds d'emplois, de même que les schémas d'emplois 2011-2013, doivent être strictement respectés.**

Je souhaite d'abord vous rappeler que les dotations initiales de crédits de personnel sont limitatives et que les plafonds d'emplois ne doivent en aucun cas être dépassés. La LOLF l'impose et les ajustements par décret d'avance ou loi de finances rectificative doivent conserver un caractère exceptionnel.

En outre, afin de réduire nos déficits publics et respecter nos engagements européens, nous poursuivons une politique de diminution des emplois de l'Etat, avec l'objectif de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. J'ai arbitré pour chaque département ministériel un schéma d'emplois, exprimé sous forme d'un quantum de départs non remplacés. Ce schéma sous-tend le calibrage des crédits de personnel et des plafonds d'emplois de la loi de finances. Il doit être impérativement respecté. Ainsi, si vous constatez des risques de baisse du nombre de départs, notamment en retraite, des agents de votre ministère, il vous appartient d'ajuster les recrutements en conséquence.

De la même manière, si lors du suivi de l'exécution 2011, vous détectez un risque de dépassement de la masse salariale de votre département ministériel, il est de votre responsabilité de prendre les mesures correctrices nécessaires.

## **2. Les modalités de pilotage et de contrôle de la masse salariale et des emplois seront renforcées.**

Vous produirez un document prévisionnel de gestion des crédits de personnel et des emplois qui décrira, pour l'année 2011, la mise en œuvre du schéma d'emplois et comportera une prévision mensuelle détaillée des entrées et des sorties, par programme, statut, corps, avec les dates prévisionnelles d'effet. Ce document détaillera la prévision des principaux actes de gestion : avis de concours, volume de recrutement de contractuels. Il comportera une prévision mensuelle de consommation du plafond d'emplois. Il contiendra toutes les données prévisionnelles justifiant votre prévision de consommation de crédits de personnel ; il traitera notamment des mesures catégorielles, des heures supplémentaires, du rythme de paiement des jours épargnés sur les comptes épargne temps. Enfin, il décrira les perspectives d'évolution de ces données pour l'année suivante.

J'ai décidé que ce document serait soumis au visa du contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) près votre ministère avant le 25 mars 2011. Celui-ci pourra solliciter de votre part toute information complémentaire, utile à l'examen de la soutenabilité de la gestion 2011 en matière de masse salariale et d'emplois, notamment toute restitution de vos systèmes d'information en matière de ressources humaines.

Vous actualiserez ces données mensuellement, sur la base de la consommation des crédits de personnel et des évolutions constatées des effectifs. Pour chaque département ministériel, le CBCM compétent sera chargé de suivre cette actualisation.

Je vous demande de m'avertir sans délai et de me proposer des mesures correctrices en cas de refus de visa du document prévisionnel, ou d'apparition de risques de dépassement de la masse salariale ou du plafond d'emplois, ou de non respect du schéma d'emplois.

Le ministre du budget, notamment à travers le réseau des CBCM, vous appuiera dans cette démarche de pilotage et de contrôle renforcée.



François FILLON